LA MONDIALISATION,
STADE SUPRÊME DE L'EXPANSION DU CAPITAL

En novembre 2001, 45 % des Français estimaient que « la mondialisation présente plus d'inconvénients que d'avantages pour la France » (sondage Ipsos). En 2003, un sondage Politis-CSA indiquait que 72 % des Français s'inquiètent ou sont hostiles à la mondialisation. En juillet 2007, 74 % d'entre eux la jugeaient dangereuse pour les salariés (sondage Sofres). Le dernier sondage Ipsos-Cevipof montre qu'en 2013, 61 % des Français continuent à percevoir la mondialisation comme une « menace », et que cette opinion nourrit une perception négative de l'avenir qui rend plus insupportables encore les difficultés qu'ils connaissent. Aujourd'hui seuls 18 % des Français ont encore une image positive de la mondialisation. Dans son *Rapport pour le président de la République sur la France et la mondialisation*, daté de septembre 2007, Hubert Védrine écrivait que « si la mondialisation n'était qu'une éventualité, un choix possible parmi d'autres, et qu'elle fasse l'objet d'un référendum dans l'Union européenne, il est très probable que le non l'emporteraient dans beaucoup d'entre eux ».

Créé au début des années 1950, le terme de « mondialisation » est devenu d'usage courant au début des années 1980, avant d'exploser vers 1995. Dans le texte qui suit, nous nous conformerons nous-même à cet usage, bien que le terme de « globalisation », désignant l'ensemble des processus « englobants » ou « globaux » qui structurent désormais l'espace mondial, soit beaucoup plus exact. C'est d'ailleurs celui qu'on emploie dans les pays anglo-saxons (*globalization*), en Italie (*globalizzazione*), en Allemagne (*Globalisierung*), etc.[1]

Il est de coutume de distinguer plusieurs formes de mondialisation : la mondialisation financière, dont on va reparler, la mondialisation technologique, qui renvoie à l'émergence des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), dont Internet est l'illustration la plus spectaculaire, la mondialisation culturelle, principalement liée à l'homogénisation de la culture[2], la mondialisation sociale, caactérisée par la généralisation d'un mode de vie fondé sur l'individualisme et le consumérisme. En réalité, toutes ces formes de mondialisation dérivent de la mondialisation économique financière, pour la simple raison que l'élément économique est nécessairement l'élément dominant d'une société de marché, et que pour les libéraux, seule l'économie comprise comme libre confrontation des intérêts de chacun est à même de réguler, par la négociation, les rapports entre les individus.

La mondialisation est donc à comprendre avant tout comme une tendance à l'interdépendance globale et à l'interconnectivité généralisée, en premier lieu pour ce qui concerne les marchés. La mondialisation tend à intégrer les marchés locaux dans un grand marché planétaire en supprimant les mesures de protection dont ils jouissaient auparavant et en les soumettant à la concurrence internationale. La mondialisation, en d'autres termes, n'est rien d'autre que le processus géohistorique d'expansion progressive du capitalisme à l'échelle planétaire, l'expansion planétaire du principe du libre marché[3].

Les étapes de ce processus se laissent repérer aisément. A partir du début des années 1970, après la disparition du système des parités stables entre les monnaies, on commence à assister à une libéralisation générale de la circulation des capitaux, à la dérégulation des pratiques financières, à la suppression des barrières douanières, à la désintermédiation (les emprunteurs privés peuvent se financer directement sur les marchés financiers) et au décloisonnement des marchés. La crise pétrolière de 1974-75 marque la fin de l'interventionnisme d'Etat qui avait été la règle durant les « Trente Glorieuses », en même temps que l'épuisement du système fordiste qui avait doté les travailleurs d'une nouvelle forme de propriété, la propriété de droits sociaux garantis par l'Etat-Providence (la « société assurancielle » qui fait de l'individu le détenteur d'un portefeuille de droits-créances).

A partir de l'accession au pouvoir de Margaret Thatcher (1979) et de Ronald Reagan (1981), le mouvement s'accélère. Les ONG et les firmes transnationales se multiplient en se déployant en réseaux planétaires. En 1983, Theodore Levitt publie un article qui décrit la montée d'une nouvelle forme d'entreprise, la « firme globale ». « Les firmes, écrit-il, doivent apprendre à travailler comme si le monde était un grand marché unique, en ignorant les différences régionales et nationales. Le monde est plat ». Parallèlement, on assiste un peu partout à une montée en puissance de la pensée néolibérale héritière de Hayek et de Friedman, ce qui montre que la mondialisation n'a pas été seulement le résultat d'un « épanouissement naturel » du marché, mais aussi de la mise en œuvre d'un véritable projet idéologique. Quelques années plus tard, l'effondrement de l'URSS et la fin de la guerre froide donneront le sentiment que ce mouvement est irréversible.

La mondialisation se définit alors comme l'intégration économique de plus en plus poussée qui se produit sous l'effet de la libre circulation des capitaux, de la libéralisation des marchés, de la baisse des coûts de transport, de la réduction des barrières douanières, de la révolution communicationnelle et informatique, avec comme résultat l'homogénéisation programmée des flux financiers, des normes économiques, de la circulation des marchandises et des personnes, des moyens de communication, des produits culturels et des manières de penser, des normes sociales, etc. Elle désigne un état du monde où les externalités sont devenues si importantes qu'elles exigent des formes de gestion supranationales. On assiste ainsi à un triple mouvement d'hyperconcentration (les fusions de firmes se multiplient), d'internationalisation (la part des capitaux exportés hors de leur pays d'origine dans le produit mondial brut a augmenté de près de 600 % depuis 1980) et de financiarisation du capital (de 1990 à 2004, les valeurs boursières n'ont jamais représenté moins de 40 % du PNB). Dès 1995, les échanges de marchandises et de services atteignent le chiffre record de 6000 milliards de dollars, record qui a été pulvérisé depuis. Désireuses de relocaliser les

systèmes productifs, les firmes s'implantent là où elles ont à supporter le moins de contraintes possible, notamment en matière de droit du travail, de respect de l'environnement et de charges sociales. C'est ce qu'on a appelé le « consensus de Washington », dont les trois piliers sont l'austérité, la privatisation et la libéralisation[5].

La mondialisation n'est donc pas tant celle des échanges commerciaux que celle des opérations financières : circulation mondiale des capitaux, fusion du capital bancaire et industriel, concentration du capital sous forme de monopoles, etc. Dès les années 1980, la libéralisation et la dérégulation financières ont permis une croissance accélérée des actifs financiers, qui a été bien plus rapide que celle de l'investissement[6]. La libre circulation des capitaux entraîne en effet le recentrage de la gestion sur la seule maximisation des profits. La rentabilité financière des placements devient plus importante que la fonction productive. Les marchés deviennent autoréférentiels au point de se détacher presque totalement de la production réelle, le capital devenant du même coup insaisissable.

Le capitalisme industriel et entrepreneurial, fondé sur l'accumulation du capital physique et le rôle moteur de la fabrique manchestérienne, qui avait succédé en 1750 à l'ancien capitalisme marchand, se termine avec la crise pétrolière de 1974-75. Il laisse la place à un capitalisme financier (« turbo-capitalisme », « capitalisme de casino »), de plus en plus déconnecté de l'économie réelle, soumis à la contrainte actionnariale (la hausse des dividendes exige que les salaires augmentent moins vite que la productivité du travail) et orienté vers l'économie « immatérielle » et la spéculation boursière.

Ce « capitalisme du troisième type », où les échanges ou transferts de devises représentent un volume très supérieur à celui des marchandises dont ils sont censés permettre la production, est donc essentiellement spéculatif et financier. En vingt ans, les profits dans les principales entreprises financières a d'ailleurs quadruplé par rapport aux entreprises non financières. En 2007, le volume quotidien des transactions sur le marché mondial des changes s'élevait à 3200 milliards de dollars (une fois et demi le PIB de la France), contre 820 milliards en 1992, mais seule une infime partie de ces échanges (2 % environ) avait un rapport quelconque avec l'économie réelle. La déconnection entre la sphère financière et la sphère économique réelle n'a depuis lors cessé de s'accroître. Le total du marché mondial des capitaux représentait en 2004 quelque 136 000 milliards de dollars, soit trois fois et demi l'ensemble des richesses produites dans le monde. A la même date, le montant des produits bancaires dits dérivés atteignait la somme astronomique de 472 000 milliards de dollars, tous ces capitaux étant à la recherche d'une valorisation immédiate qui ne peut être obtenue par l'investissement productif, mais seulement par la spéculation, la destruction de la force de travail et la désindustrialisation[7].

Mais il ne faut pas se tromper sur le sens de cette évolution. Les mesures de dérégulation et de libéralisation financière des années 1970 et 1980 correspondent aussi à une époque où l'érosion des taux de rentabilité du capital a ouvert une crise structurelle du capitalisme, que celui-ci ne pouvait surmonter qu'en remettant en cause les acquis sociaux au sein des pays développés et en intégrant les pays tiers dans une nouvelle division internationale du travail. L'avènement du capitalisme financier coïncide avec le moment historique où, à partir des niveaux de productivité et de rentabilité irréversibles qu'il a lui-même engendrés, il ne lui était plus possible de

procéder en termes d'économie réelle à l'expansion de la valorisation du travail vivant, d'où une suraccumulation structurelle du capital mondial qui se traduit notamment par un chômage structurel de masse, la fermeture de nombreux sites industriels et la fuite du capital-argent dans des bulles financières. La mondialisation, de ce point de vue, n'est rien d'autre que la réorganisation planétaire des processus productifs de la valeur et des processus de distribution de celle-ci pour sortir d'une crise structurelle des rendements marginaux décroissants.

Le capitalisme financier n'a pas seulement surclassé le capitalisme industriel, il lui a aussi dicté de nouvelles règles de conduite, notamment en imposant la formation de « firmes-réseaux ». Les entreprises transnationales sont en effet les principaux agents et les premiers bénéficiaires de l'intégration des marchés. Pour la plupart originaires de la Triade (les Etats-Unis, le Japon et les pays européens), elles sont aujourd'hui parties prenantes aux deux tiers des échanges internationaux de biens et services. Ce sont elles qui localisent leurs activités en fonction des avantages comparatifs de chaque pays et qui opèrent entre elles des alliances ou des fusions pour mieux maîtriser leurs marchés commerciaux et offrir aux marchés financiers, dont elles dépendent pour leur valeur boursière et leur financement hors fonds propres et emprunts, les rendements financiers qu'ils attendent. Aujourd'hui, on dénombre plus de 50 000 de ces firmes « globales » qui réalisent à elles seules plus du tiers des exportations mondiales. Les 500 plus grandes contrôlent plus de 70 % du commerce mondial et 80 % des investissements étrangers dans le monde. 51 % des plus grandes entités économiques mondiales sont des firmes transnationales. Dans la grande distribution, la plus importante est Wal-Mart, avec 2,1 million d'employés et 469 milliards de dollars de revenus annuels (l'équivalent du PNB de la Suisse). Aujourd'hui, un salarié français sur deux (64 % des salariés de l'industrie) travaille pour le compte d'une multinationale…

Qui sont les grands perdants de la mondialisation ? Ce sont évidemment les gouvernements et les Etats. La question reste ouverte, cependant, de savoir si c'est la mondialisation qui a entraîné l'affaiblissement des Etats, ou si c'est l'affaiblissement des Etats (et la désintégration des croyances collectives qui structuraient auparavant le corps social) qui a permis la mondialisation. Il y a de bonnes raisons d'adhérer à la seconde hypothèse. Quoi qu'il en soit, le résultat final n'est pas douteux. Au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, l'espace international se structurait encore en Etats-nations indépendants. Ces Etats nationaux constituaient le cadre de gestion politique et sociale des entreprises capitalistes, et la polarisation centre-périphérie relevait encore d'un contraste presque absolu. Aujourd'hui, l'interpénétration des capitaux à l'échelle de l'ensemble du monde a fait éclater les systèmes productifs nationaux et amorcé leur recomposition comme segments d'un système mondialisé qui n'est plus « centré » que sur lui-même.

Comme l'avait bien vu Marx, la pulsion fondatrice du système capitaliste étant d'accroître de façon continue la productivité, d'accumuler toujours plus de capital, de transformer les sociétés en systèmes marchands, tout ce qui fait obstacle à l'expansion du marché, à commencer par les frontières nationales, doit être supprimé. C'est ce que réalise la mondialisation.

Il y a encore un demi-siècle, la souveraineté politique des Etats reposait sur trois piliers, la souveraineté économique, militaire et culturelle. Ces piliers se sont aujourd'hui

effondrés. La mondialisation ayant redéfini la frontière entre le secteur marchand et le secteur non marchand au bénéfice du premier, les Etats ne peuvent ni contrôler ni réguler le fonctionnement des marchés qui créent et échangent les outils de crédit à l'échelle de la planète, pas plus qu'ils ne peuvent enrayer la montée en puissance d'une nouvelle classe transnationale qui s'affirme au détriment des laissés-pour-compte et des exclus[8]. Leur marge de manœuvre est sapée par les innovations technologiques intervenues dans le domaine des transactions financières et par la mobilité quasi-instantanée des capitaux. Ils savent en outre que des mesures allant à contre-courant provoqueraient la fuite des investisseurs, qui se transporteraient immédiatement sous des cieux plus favorables, les soumettant ainsi à une pression économique et financière insupportable qui rendrait encore plus difficile la gestion de leur dette publique. Les frontières, en d'autres termes, n'arrêtent quasiment plus rien. La maîtrise des flux (financiers et informationnels) compte désormais plus que celle de l'espace géographique, la souplesse des transactions et des échanges s'opposant à la rigidité des cadres traditionnels de gouvernement. L'impuissance croissante des Etats marque donc la fin du système westphalien, qui faisait résider l'autorité politique dans le pouvoir étatique en lui attribuant le monopole de la violence légitime à l'intérieur de ses frontières. La forme territoriale de conquête et de domination est devenue obsolète.

On constate en même temps que l'ingérence dans les affaires intérieures des Etats tend à se généraliser sous des prétextes avancés en référence à l'idéologie des droits de l'homme (« opérations de police internationale », « interventions humanitaires », etc.), et que la dépendance des Etats par rapport aux instances ou juridictions supranationales ne cesse de s'accentuer.

L'attitude des marchés financiers vis-à-vis des Etats a néanmoins évolué. Alors que dans le passé, les libéraux cherchaient à réduire le rôle de l'Etat au minimum, leurs héritiers ont très bien compris qu'ils sont maintenant en position de mettre les structures étatiques à leur service. Ils ne demandent plus donc la disparition de l'Etat, mais attendent que lui qu'il crée les conditions les plus favorables au déploiement de la Forme-Capital. En adoptant une politique de la dette pour financer la demande sociale et renflouer les banques, les Etats, de leur côté, se sont placés entre les mains des marchés financiers et des agences de notation, puisqu'ils ne peuvent plus emprunter auprès de leurs banques centrales. Ils n'ont dès lors d'autre ressource que de se soumettre aux diktats de la finance en cherchant à rendre leurs structures les plus attractives possibles pour le Capital.

De fait, à partir des années 1990, les Etats ont commencé à céder à des sociétés privées des pans entiers de leurs activités, y compris certaines de leurs activités « régaliennes », à remettre en cause le fonctionnement de leurs systèmes de protection sociale et à revenir sur les acquis sociaux, à déréguler le marché du travail, à faire appliquer par leurs administrations les principes de *management* adoptés dans les grandes entreprises. L'école, par exemple, a cessé d'être un lieu de formation et de culture pour devenir une structure prestataire de services, antichambre du cabinet d'embauche. Les services publics disparaissent de plus en plus, les privatisations ne cessant de s'étendre, secteurs publics et privés sont désormais tellement liés qu'ils en arrivent à se confondre.

Simultanément, les Etats se sont dessaisis de leur souveraineté politique au profit d'organisations ou de juridictions internationales, de leur souveraineté financière au profit des banques et des marchés financiers, de leur souveraineté budgétaire au profit de la Commission européenne. L'Etat social traditionnel s'est ainsi transformé en Etat-marché, ce qui est allé de pair avec la mise en concurrence des systèmes de droit (*law shopping*) et la jurisprudence communautaire qui aggrave l'exclusion sociale et la précarité. « Comme il ne peut pas, à la différence de l'économie d'entreprise, se disperser de façon transnationale, [l'Etat] perd ses fonctions de régulation les unes après les autres pour se transformer en simple exécutant de la gestion répressive de la crise »[9].

Devenus « de simples assistants de l'économie globale »[10], les Etats se sont faits complices de leur propre dessaisissement, c'est-à-dire du transfert de leurs pouvoirs vers le marché. Comme l'écrit Zaki Laïdi, « l'Etat ne peut plus dire la norme parce qu'il est devenu lui-même un opérateur de marché »[11]. Ce faisant, en participant du déploiement du marché, en mettant ses infrastructures au service de la circulation infinie des personnes, des biens et des capitaux, il ne se définit plus que contre le peuple, puisqu'ils ne sert plus ses intérêts. Les conséquences, redoutables, de cette rupture sont bien connues. L'Etat, finalement, ne reste fort qu'en matière de surveillance, de contrôle et de répression. Pour favoriser la mondialisation, ce pouvoir doit même être maximisé, tandis que son pouvoir de décision politique doit être minimisé. Le seul domaine où l'autorité de l'Etat est acceptée, et même encouragée, est le maintien de l'ordre intérieur, c'est-à-dire la mise au pas de la société afin de contenir les nouvelles « classes dangereuses » (à quoi s'ajoute encore la « lutte contre le terrorisme »).

*

Pour les libéraux, tenants d'une mondialisation « heureuse », celle-ci représente la victoire des « forces de marché » enfin libérées des contraintes étatiques – c'est-à-dire la victoire de l'économie sur le politique. La libre circulation des capitaux permettantt à tous les pays de faire jouer leurs avantages comparatifs, le grand gagnant de l'ouverture des frontières serait le consommateur, enfin libre d'acquérir les produits de son choix au prix le plus avantageux. Toute demande de protection devrait donc être considérée comme relevant d'un « archaïsme » que les esprits « de progrès » se doivent de combattre. Cette affirmation selon laquelle la mondialisation entraîne le monde entier dans une spirale ascendante est une nouvelle forme de messianisme. Mais elle est surtout contredite par les faits.

Tout comme l'euro, la mondialisation était censée favoriser la convergence des économies, l'enrichissement de tous les pays et la réduction des inégalités. Il n'en a rien été. La mondialisation ne profite en réalité qu'à certains pays et aggrave les inégalités tant entre les différents pays du monde qu'à l'intérieur de chacun d'eux. Toutes les données dont on dispose montrent en effet que la concentration de la richesse entre les mains d'une petite élite est d'autant plus grande que les marchés deviennent plus flexibles et plus ouverts.

La différence de revenu entre les plus riches et les plus pauvres de la planète était de 30 à 1 en 1960, elle est aujourd'hui de 74 à 1. La « surclasse globale » (David Rothkopf), qui représente à peine 10 % de la population mondiale, contrôle 85 % des richesses mondiales. Cette concentration de la richesse aux mains d'une élite transnationale

favorise évidemment la violence sociale et politique. Un cinquième de l'humanité continue à produire et à consommer les quatre cinquièmes des richesses mondiales, et la moitié de la population mondiale vit avec moins de deux euros par jour, phénomène qui ne s'explique qu'en partie par la croissance démographique. C'est d'autant moins étonnant que les opérations effectuées dans un but de profit sont nécessairement sélectives : dans un monde de sociétés à performances inégales, on choisit les zones de plus grande rentabilité. En 1960, le PIB par habitant des 20 pays les plus riches était 17 fois supérieur à celui des pays les plus pauvres ; dès 1996, il était 37 fois supérieur. L'inégalité entre les pays s'accroît régulièrement depuis 1984. Même dans les pays qui se sont le plus enrichis, la majorité de la population s'est appauvrie : le nombre de pauvres dans le monde n'a cessé de s'accroître, tandis que le revenu mondial augmentait au rythme de 2,5 % par an. En Belgique, le coefficient de Gini (qui mesure sur une échelle de 0 à 1 l'écart entre les plus riches et les plus pauvres) est passé de 0,24 en 1990 à 0,31 en 2010. On constate ainsi, paradoxalement, que plus l'intégration économique s'approfondit, plus la divergence économique s'accroît[12].

Les partisans de la mondialisation affirment que le commerce stimule la croissance, alors qu'historiquement c'est bien plutôt la croissance qui a stimulé le commerce. Loin que la libéralisation des échanges commerciaux profite à tous les pays, et qu'il existe un fort lien entre ce commerce et la croissance mondiale, c'est le contraire qui est vrai : la croissance est en relation inverse avec le degré d'ouverture au commerce international. De même, ce n'est pas l'austérité, mais au contraire un haut niveau de protection sociale qui favorise l'expansion économique. On rappellera en outre que le PIB, qui ne mesure que ce qui est vendu, comptabilise positivement toute activité économique même lorsqu'elle a été provoquée par une catastrophe. Incapable de prendre en compte l'épuisement des ressources naturelles et les destructions induites par la mondialisation, il ne mesure pas tant la richesse que le degré de marchandisation d'une économie qui possédait auparavant un secteur non marchand. Quant aux vertus du libre-échange, on en connaît les limites[13].

Avec la mondialisation, l'Europe se retrouve quant à elle à la fois déstabilisée, marginalisée et paupérisée. Victime des programmes d'austérité, elle doit en outre faire face au problème des délocalisations, qui sont partout synonymes de substitution du capital au travail. Pour le capitalisme, il s'agit de rechercher dans l'immense réserve du Tiers-monde une masse de salariés sous-payés afin de contrecarrer la baisse tendancielle du taux de profit. Les lieux de production se déplaçant des zones à hauts salaires vers les zones à bas salaire, il en résulte un *dumping* social qui se traduit à la fois par la désindustrialisation, une déflation globale du montant des salaires par rapport à la valeur produite, et donc une baisse du pouvoir d'achat. Les gouvernements étant privés de leur souveraineté monétaire et budgétaire, l'ajustement se fait par le chômage. Quant aux baisses de prix sur un certain nombre de produits, qui résultent d'importations massives en provenance de pays disposant d'une main d'œuvre à bon marché, elle ne doit pas faire illusion. La mondialisation réalise seulement un échange (*trade off*) entre produits de consommation à prix réduits et chômage croissant. En d'autres termes, elle « met à la disposition des chômeurs et des consommateurs des produits à prix décroissant que ceux-ci sont de moins en moins en mesure de se payer »[14].

Aucune des promesses de la mondialisation n'a été tenue.

1. « On ne devrait pas parler indifféremment de “globalisation” et de “mondialisation”, écrit très justement Michel Freitag, puisque le concept de monde (ou de cosmos) désigne une réalité limitée définie à partir d’une centralité par un principe immanent d’ordre, d’équilibre ou d’harmonie, alors que l’adjectif “global” réfère à une pure généralité indéfiniment extensible, et que le substantif “globalisation” désigne l’opération par laquelle cette extension principiellement illimitée est effectuée jusqu’à saturation de la réalité qui tombe sous son emprise. Appliqués aux sociétés […], ces deux concepts désignent donc deux mouvements contradictoires ou alternatifs. L’un va dans le sens de l’ouverture des sociétés les unes sur les autres […]. L’autre va dans le sens de la dissolution des ordres normatifs et identitaires locaux, c’est-à-dire des sociétés et identités collectives existantes, à travers l’unification processuelle des régulations impersonnelles qui régiraient la totalité des pratiques sociales dans tous les domaines de la vie collective et individuelle » (« De la terreur au meilleur des mondes. Globalisation et américanisation du monde : vers un totalitarisme systémique », in Daniel Dagenais, éd., *Hannah Arendt, le totalitarisme et le monde contemporain*, Presses de l’Université Laval, Saint-Nicolas 2003, p. 391. Ce texte a été repris, avec quelques modifications, dans la *Revue du MAUSS*, 1er sem. 2005, pp. 143-184).

2. Cf. Jean Tardif et Joëlle Farchy, *Les enjeux de la mondialisation culturelle*, Hors Commerce, Paris 2006.

3. Cet aspect est bien mis en lumière par Thomas L. Friedman, *The Lexus and the Olive Tree. Understanding Globalization*, Farrar Strauss & Co., New York 1999. Cf. aussi James Petras et Henry Veltmeyer, *La face cachée de la mondialisation. L’impérialisme au XXIe siècle*, Parangon, Lyon 2002, qui en soulignent la dimension de classe ; Diego Olstein, « Le molteplici origini della globalizzazione. Un dibattito storiografico », in *Contemporanea*, juillet 2006, pp. 403-422 ; Giuseppe Giaccio, « Globalizzazione », in *Trasgressioni*, mai-décembre 2008, pp. 29-58.

4. Thomas Levitt, « The Globalization of Markets », in *Harvard Business Review*, mai-juin 1983.

5. Thomas L. Friedman parle pour sa part de « *golden straight-jacket* ».

6. Cf. François Chesnais, *La mondialisation du capital*, Syros, Paris 1994.

7. On notera que ce mouvement a subsidiairement provoqué la quasi-disparition de ce qu’on avait appelé le « capitalisme rhénan » (depuis 2007, les 30 plus grandes entreprises allemandes sont en majorité détenues par des investisseurs étrangers, ce qui est également le cas en France). L’hyperterrorisme et le déploiement mondial des réseaux criminels participent en revanche de cette même logique, d’autant que l’on assiste à une interpénétration de plus en plus poussée entre économie légale et trafics illicites. Cf. René Passet et Jean Liberman, *Mondialisation financière et terrorisme*, Enjeux Planète, Paris 2002.

8. Cf. Leslie Sklair, « Social Movements for Global Capitalism. The Transnational Capitalist Class in Action », in *Review of International Political Economy*, automne 1997.

9. Robert Kurz, *Avis aux naufragés. Chroniques du capitalisme mondialisé en crise*, Lignes, Paris 2004, p. 106.

10. Neal Lawson, *Dare More Democracy. From Steam-age Politics to Democratic Self-Governance*, Compass, 2005.

11. Zaki Laïdi, « L'Etat mondialisé », in *Esprit*, octobre 2002, pp. 147-148.

12. Cf. Zygmunt Bauman, *Les coûts humains de la mondialisation*, Hachette, Paris 1999 ; Amy Chua, « A World on the Edge », in *The Wilson Quarterly*, automne 2002 (*The Pros and Cons of Globalization*) ; Ruchir Shama, « The Demise of the Rest. How the BRICS Are Crumbling and Why Economic Convergence Is a Myth », in *Foreign Affairs*, novembre-décembre 2012.

13. Cf. Alain de Benoist, *Au bord du gouffre*, Krisis, Paris 2011 (« Libre-échange et protectionnisme », pp. 43-65) ; Jacques Sapir, « Libre-échange, croissance et développement : quelques mythes de l'économie vulgaire », in *Revue du MAUSS*, 2e trim. 2007, pp. 151-171 ; Ha-Joon Chang, *Bad Samaritans. The Myth of the Free Trade and the Secret History of Capitalism*, Random House, New York 2007.

14. Yves-Marie Laulan, « Sortir de l'euro : et après ? », texte en ligne, 18 septembre 2011.